L'ABEILLE

NOUVELLE-ORLEANS

SAMEDI MATIN, 7 JANVIER 1843

PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS

HENRY CLAY.

Les Catholiques de la Nouvelle-Orléans sont invités à se réunir *aujourd'hui* (samedi) 7 du courant, à 7 heures du soir, dans la *Salle du Bal* de la Bourse St. Louis, afin de prendre des mesures efficaces pour faire cesser les difficultés qui existent entr'eux et le Clergé. *Un grand nombre de Catholiques.*

LE JUGE DU GÉNÉRAL JACKSON.—La résolution qui propose de rembourser avec intérêt au Général Jackson le montant de l'amende qui lui fut infligée par le juge Hall, sera sans nul doute adoptée sous quelques jours par la Chambre. Elle ne peut rencontrer aucune opposition dans la Législature lorsqu'elle songe jusqu'à quel point elle est favorable à notre constitution, et combien elle est chère à tous les citoyens qui savent garder la mémoire des services passés, mais à une condition cependant, c'est qu'elle sera purement et simplement un témoignage rendu à la vieillesse et à la gloire. Rien de plus. Si on prétendait lui donner une portée plus grande, si on voulait, par exemple, transformer cet acte de générosité envers le héros de 1815 en un acte de condamnation déjà conduite du juge Hall, ce serait à notre sens aller bien trop loin, méconnaître le bon sacrifice de la justice et ôter en quelque sorte l'un des plus beaux titres du pouvoir judiciaire à notre respect. Ne nous laissons pas emporter à ce point par notre trop juste reconnaissance envers le sauveur de la Louisiane; car nous établirions là un bien dangereux précédent pour l'avenir de notre pays nous prodiguons déjà la gloire aux uns pour faire oublier la loi.

Le tribut d'honneur et de reconnaissance que nous voulons accorder au Général Jackson n'est aucunement par incompatible avec la décision du juge Hall. L'un est pour ainsi dire effacé par la grandeur de l'autre. Quelle que soit la cause qui a donné naissance à cette amende, il est certain que le guerrier a sauvé le pays, le magistrat a sauvé la loi; et certes il n'était pas moins au courage, moins de dévouement à nous offrir pour remplir cette double mission que pour chasser les Anglais de notre territoire. En 1815, comme dans toutes les époques d'invasion et de guerre, l'autorité militaire était toute puissante; le Général Jackson était entouré du prestige de la victoire, il était au milieu d'un état-major enthousiasmé d'une population qui espérait tout à tout sacrifier à cet homme auquel elle devait si à distance, dans cette ivresse universelle tout le monde était disposé à oublier la loi; un seul homme s'en souvint! Il n'avait à sa disposition qu'un sabre et il eut l'énergie nécessaire pour appliquer cette loi au chef militaire qui enfreignait une sainte nouveauté et désormais il sera le frapper d'une juste amende pour avoir violé les lois et la Constitution de son pays! Oui, nous le répétons, c'est là un grand acte de courage civil, c'est là un de ces glorieux exemples de justice si rares dans les fastes des peuples et qu'il faudrait y inscrire en lettres d'or! C'est là un de ces souvenirs qu'il faut précieusement transmettre à nos enfans, car ils y puiseront le respect profond de la loi qui seul peut assurer l'existence du notre République! Les anciens, tout en donnant une couronne civique au Général Jackson, avaient élevé une statue au juge Hall! Nous sommes donc avec joie la couronne et nous ne demandons que la statue; mais qu'on se hâte pour ne pas être condamnés à voir mourir l'irritable octogénaire qui naguère nous a dégagé représentant de la loi! Encore une fois, hâtons-nous les uns pour leur donner la gloire, de hâter aux autres la justice!

Ce qui suit ne paraîtra pas hors de propos, si l'on veut bien se rappeler une lettre écrite par le général Jackson en 1815, de la résolution adoptée par la Législature de New-Hampshire pour engager ses Représentans et ses Sénateurs de cet Etat au Congrès à employer leurs efforts à obtenir le remboursement de l'amende de $5000. Cette lettre prouve que le général ne demande pas seulement, comme le font les amens inspirés de son nom, le remboursement pur et simple, avec intérêts, de l'amende qu'il a payée; il veut encore une réparation pour cette cause qui a produit aux yeux du juge Hall. Voici les propres termes de la lettre: *Les législateurs de New-Hampshire* [illegible] *Jackson* [illegible] *Hall* [illegible] *Jackson* [illegible] *Hall* [illegible] *Jackson* [illegible] *Hall